



**PRÉFET
DE LA SARTHE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement**

**Service Risques Naturels et Technologiques
Division des risques chroniques**

Affaire suivie par : Sophie LAVIGNE
sophie.lavigne@developpement-durable.gouv.fr
Tél : 02.72.74.16.51

N/Réf : 2023-585_réexamen IED

Saint-Barthélemy-d'Anjou, le

**La directrice régionale de l'environnement
de l'aménagement et du logement**

à

Monsieur le Préfet de la Sarthe

RAPPORT DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSÉES

Établissement

Société : HUTTEPAIN ALIMENTS (ex EVIALIS FRANCE), ci-après dénommée
l'exploitant
Commune : SILLE LE GUILLAUME
Régime ICPE de l'établissement : Autorisation (rubrique principale 3642-2 - BREF
FDM)

N° AIOT :
0006306159

La société HUTTEPAIN ALIMENTS (ex EVIALIS FRANCE) exploite, ZI du champ d'Esse 72140 SILLE LE GUILLAUME, une usine spécialisée dans la fabrication d'aliments pour volailles.

L'exploitation de ces activités est autorisée par l'arrêté préfectoral du 12/08/2019 sous le régime de l'autorisation au titre de la rubrique 3642-2 traitement et transformation uniquement des matières premières végétales, qu'elles aient été ou non préalablement transformées, en vue de la fabrication de produits d'aliments pour animaux pour un capacité de production maximale de 1 000 t/j. Ces installations sont visées par la directive 2010/75/UE relative aux émissions industrielles, appelée directive IED, et les conclusions sur les meilleures techniques disponibles définies par le BREF Industries agro-alimentaires et laitières (FDM Food, Drink, Milk).

Suite à la publication de la décision d'exécution 2019/2031 de la commission européenne établissant les conclusions sur les meilleures techniques disponibles (MTD) du BREF FDM au Journal Officiel de l'Union Européenne le 04/12/2019, l'exploitant a transmis au préfet le dossier de réexamen IED de ses installations en application de l'article R515-71 du Code de l'environnement. Le présent rapport expose l'analyse de ce dossier de réexamen par l'inspection des installations classées (IIC) et propose les suites à lui donner.



Tél : 02.72.16.42.20
Mél : uidam.dreal-paysdelaloire@developpement-durable.gouv.fr
Rue du Cul d'Anon - Parc d'activités Angers/Saint-Barthélemy
CS80145 - 49183 Saint-Barthélemy-d'Anjou Cedex
www.pays-de-la-loire.developpement-durable.gouv.fr

I - Présentation de l'établissement

I-1- Activités du site

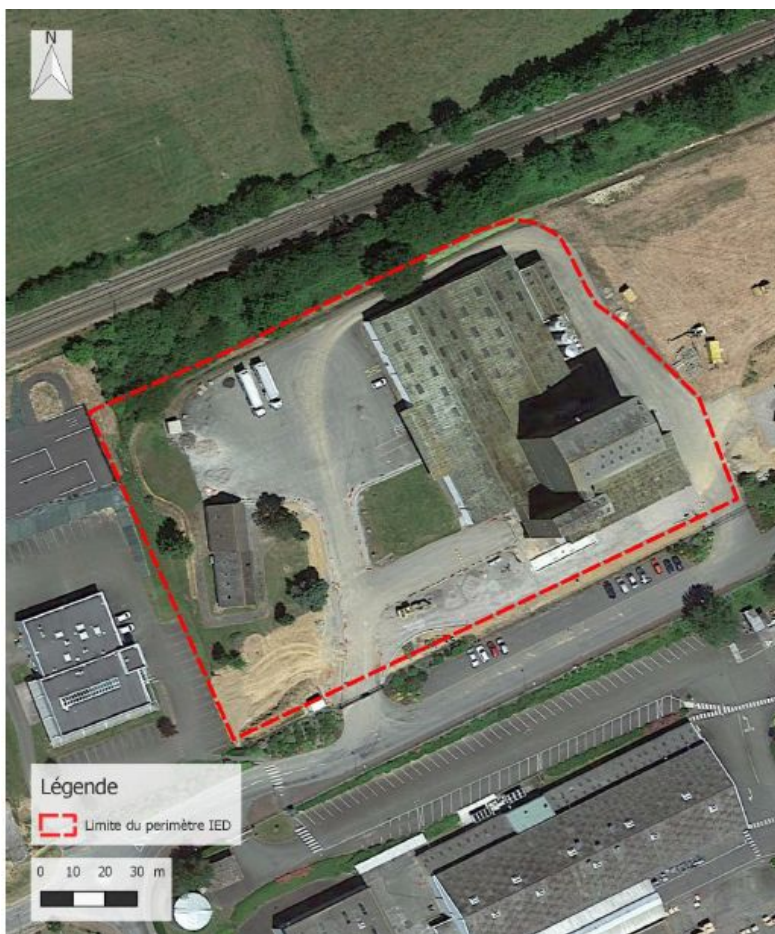
La société HUTTEPAIN ALIMENTS (ex EVIALIS FRANCE) exploite, ZI du champ d'Esse 72140 SILLE LE GUILLAUME, une usine spécialisée dans la fabrication d'aliments pour volailles sur la commune de Sillé-le-Guillaume. La fabrication se fait à partir de produits végétaux (céréales et produits oléoprotéagineux) qui arrivent en vrac et sont stockés dans des cellules. Ces matières premières sont dosées puis broyées pour être mélangées aux minéraux et liquides (huile de palme, mélasse...). L'étape finale est la granulation (malaxeur, presse, refroidisseur). Les produits finis (granulés) sont stockés en vrac.

L'établissement est classé sous le régime de l'autorisation au titre de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) et est régi par l'arrêté préfectoral n° DCPAT 2019-0189 du 12 août 2019. Ses installations de fabrication d'aliments pour animaux comprennent notamment des installations classées sous la rubrique n°3642-2-a relative au traitement et à la transformation de matières premières végétales (régime de l'autorisation). De ce fait, l'activité du site relève de la directive relative aux émissions industrielles (IED). Cet établissement n'est pas classé SEVESO.

I-2- Localisation du site

Le site est situé ZI du champ d'Esse, en périphérie de la commune de SILLE LE GUILLAUME, en bordure de voie ferrée et de la D310.

Le site HUTTEPAIN est constitué d'une partie des parcelles 153 et 155 de la Section AI du cadastre de la commune.



L'environnement proche du site est constitué :

- d'entreprises
- de terrains agricoles

I-3- Description des installations

Le site est composé de deux bâtiments distincts : un premier bâtiment central de production et un bâtiment annexe à l'ouest, comprenant les activités de bureaux, ainsi que d'une zone parking, d'une réserve d'eau d'extinction incendie et d'un bassin d'eau pluviale également utilisé comme bassin de confinement.

Les matières premières utilisées sont exclusivement végétales.

L'outil de production de l'usine d'aliments pour animaux se découpe en plusieurs phases :

- réception des matières premières (céréales, minéraux ou liquides) soit dans des silos de stockage pour les céréales, soit sous forme de sacs pour les prémix ou dans des cuves de stockage sur rétention pour les formes liquides.
- broyage avec aspiration d'air par ventilateur,
- mélange,
- granulation par presse, puis refroidissement à l'aide de ventilateur avant tamisage,
- stockage des produits finis en silos.

I-4- Situation administrative

La situation des installations au titre des rubriques des ICPE, tel que prévu à l'article L.512-7 du Code de l'environnement est reprise dans le tableau ci-dessous :

Rubrique	Désignation des activités	Éléments caractéristiques actuels	Régime*
3642-2-a	Traitement et transformation des matières premières ci-après, qu'elles aient été ou non préalablement transformées, en vue de la fabrication de produits alimentaires ou d'aliments pour animaux issus : 2. Uniquement de matières premières végétales, avec une capacité de production: a. Supérieure à 300 tonnes de produits finis par jour	Activité de fabrication à partir de matières végétales : 1 000 tonnes/jour	A
2910-A-2	Combustion à l'exclusion des activités visées par les rubriques 2770, 2771, 2971 ou 2931 et des installations classées au titre de la rubrique 3110 ou au titre d'autres rubriques de la nomenclature pour lesquelles la combustion participe à la fusion, la cuisson ou au traitement, en mélange avec les gaz de combustion, des matières entrantes A. Lorsque sont consommés exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du biométhane, du fioul domestique, du charbon, des fiouls lourds, de la biomasse telle que définie au a) ou au b) i) ou au b) iv) de la définition de la biomasse, des produits connexes de scierie et des chutes du travail mécanique de bois brut relevant du b) v) de la définition de la biomasse, de la biomasse issue de déchets au sens de l'article L. 541-4-3 du Code de l'environnement , ou du biogaz provenant d'installations classées sous la rubrique 2781-1 , si la puissance thermique nominale totale de l'installation de combustion (*) est : 2. Supérieure ou égale à 1 MW, mais inférieure à 20 MW (*) Au sens de la directive (UE) 2015/2193 du Parlement européen et du Conseil, du 25 novembre 2015 , relative à la limitation des émissions de certains polluants dans l'atmosphère en provenance des installations de combustion moyennes.	2,163 MW 1 chaudière gaz naturel	DC

* A = Autorisation, DC = Déclaration avec contrôle périodique

II - Objet du dossier de réexamen

Par l'arrêté préfectoral n° DCPAT 2019-0189 du 12 août 2019, la société HUTTEPAIN ALIMENTS (ex EVIALIS FRANCE) est autorisée à exploiter des installations de fabrication d'aliments pour animaux comprenant notamment des installations classées sous la rubrique n°3642-2 relative au traitement et à la transformation de matières premières végétales.

Ces installations, ainsi que les installations connexes, sont soumises aux dispositions de la section 8 du chapitre V du titre I^{er} du livre V du Code de l'Environnement relatives à la directive 2010/75/UE relative aux émissions industrielles, dite « IED » (Industrial Emissions Directive). En particulier, les articles R. 515-70 et suivants du Code de l'environnement précisent les modalités de réexamen et l'article R. 515-72 précise le contenu du dossier de réexamen.

L'objet du dossier de réexamen est de définir les mesures techniques et réglementaires qui permettront à l'établissement d'être conforme aux exigences de la directive IED à échéance du délai de réexamen, soit 4 ans après la parution au Journal Officiel de l'Union Européenne des conclusions sur les meilleures techniques disponibles associées à la rubrique principale.

La décision d'exécution 2019/2031 de la commission établissant les conclusions sur les meilleures techniques disponibles (MTD) du BREF FDM étant parue au Journal Officiel de l'Union Européenne le 04/12/2019 l'établissement devait remettre son dossier de réexamen avant le 4/12/2020 et ce, en application de l'article R. 515-71 du Code de l'environnement. L'autorisation d'exploiter et les conditions d'exploitation de l'établissement doivent en conséquence être conformes aux exigences de la directive IED avant le 04/12/2023.

A ce titre, l'exploitant a transmis un courrier du 05/02/2021, son dossier de réexamen. Un justificatif de non remise rapport de base avait été transmis dans le cadre du dossier de demande d'autorisation environnementale déposé en 2018.

Le dossier de réexamen est un document dans lequel l'exploitant compare le fonctionnement de ses installations aux conclusions sur les MTD issues du BREF principal mais également des autres BREFs pertinents pour ses installations. Il évalue la nécessité d'adapter ce fonctionnement aux MTD et il donne son avis sur la nécessité d'actualiser les prescriptions applicables à son site.

L'arrêté ministériel (AM) du 27/02/2020 fixe les prescriptions relatives aux MTD applicables aux installations classées relevant du régime de l'autorisation au titre des rubriques 3642, 3643 ou 3710 (pour lesquelles la charge polluante principale provient d'installations relevant des rubriques 3642 ou 3643) de la nomenclature ICPE. Pour les installations existantes, l'arrêté entre en vigueur 4 ans après la parution au Journal Officiel de l'Union Européenne de la décision d'exécution établissant les conclusions sur les MTD prévues à l'article R. 515-61 du Code de l'environnement.

III - Analyse du dossier de réexamen de l'exploitant

III-1- Périmètres IED et BREF applicables

Le périmètre d'application de la section 8 du Code de l'environnement qui transpose la directive IED, a été défini par l'exploitant comme suit :

- Installations incluses dans le périmètre :
 - procédés alimentaires : ensemble des ateliers de fabrication des aliments pour animaux
 - stockages de matières premières : liquides en cuves, solides en silos et en sacs
 - stockage de produits finis en silos
 - stockage extérieur de déchets
 - chaudière au gaz
- Installations exclues du périmètre :
 - Bureaux et locaux sociaux
 - Atelier de maintenance et stockage des produits de maintenance
 - Station de lavage des camions
 - Station de remplissage des chariots (cuve de fioul)

Le périmètre IED défini par l'exploitant n'est pas totalement conforme à l'article R515-58 du Code de l'environnement et aux préconisations du chapitre II. A du guide pour la simplification du réexamen diffusé par le ministère de la transition écologique. L'atelier de maintenance et le stockage de produits associés, la station de remplissage des chariots et de lavage des camions sont connexes aux installations de fabrication d'alimentation animale. Ces installations (ou activités) axillaires servent à l'activité IED et n'auraient pas lieu d'être au sein de l'établissement sans celle-ci. Le périmètre IED du site est le périmètre de l'arrêté d'autorisation du n° DCPAT 2019-0189 du 12 août 2019.

III-2- Avis de l'exploitant sur la nécessité d'actualiser les prescriptions de son arrêté préfectoral

En application de l'alinéa 2 de l'article 515-72 du Code de l'Environnement, l'exploitant a exprimé son avis sur la nécessité d'actualiser les prescriptions en application du III de l'article R.515-72.

Le réexamen des conditions d'autorisation du site HUTTEPAIN ALIMENTS site de SILLE LE GUILLAUME (72) n'est pas concerné par l'un des cas suivants :

- La pollution causée est telle qu'il convient de réviser les valeurs limites d'émissions fixées dans l'arrêté d'autorisation ou d'inclure de nouvelles valeurs limites d'émission ;
- La sécurité de l'exploitation requiert le recours à d'autres techniques ;
- Lorsqu'il est nécessaire de respecter une norme de qualité environnementale, nouvelle ou révisée.

L'actualisation des prescriptions de l'arrêté préfectoral de la société HUTTEPAIN ALIMENTS site de SILLE LE GUILLAUME (72) n'est pas jugée nécessaire au regard de l'article 515-72 du code de l'environnement.

III-3- Positionnement par rapport aux meilleurs techniques disponibles

L'exploitant s'est positionné uniquement par rapport aux conclusions sur les MTD du BREF FDM.

En particulier, le BREF EFS – EMISSIONS DUES AU STOCKAGE DES MATIERES DANGEREUSES OU EN VRAC n'est pas retenu les produits solides stockés n'étant pas dangereux, peu susceptibles d'émettre des poussières et ne présentant pas un impact significatif pour l'environnement par rapport aux risques du site. Le site stocke des céréales en silos sans être classé à déclaration sous la rubrique 2160 pour ce stockage de produits.

Le positionnement de l'exploitant au regard des principales MTD du BREF FDM applicables aux activités exploitées est synthétisé dans le tableau suivant :

n°	Intitulé de la MTD	Situation du site	Proposition	Échéance
MTD 1	Système de management environnemental (SME)	MTD partiellement mise en œuvre. Le site a développé un SME et l'ensemble documentaire demandé et assure les suivis d'indicateurs et des actions associés. Le seul élément non réalisé est l'audit interne.	Proposition de réaliser un audit interne environnemental qui par la suite sera réalisé une fois par an.	04/12/23
MTD5	Surveillance des émissions canalisées dans l'air aux fréquences indiquées et conformément aux normes EN (secteur aliments pour animaux – extrusion d'aliments sec pour animaux de compagnie)	MTD mise en œuvre Mesures annuelles des rejets de poussières prescrite par arrêté préfectoral et réalisées en sortie des aspirations canalisée, 2 refroidisseurs des presses, 1 broyeur et la fosse de réception à réaliser.		
MTD6	Accroître l'efficacité énergétique	MTD mise en œuvre L'exploitant suit ses consommations d'énergie et a comme objectif de réduire le ratio de consommation kWh/T de 2% par an (toutes énergies confondues). Un plan		

n°	Intitulé de la MTD	Situation du site	Proposition	Échéance
		d'action est déployé afin d'arriver à cet objectif. Cet objectif est repris dans la feuille de route environnement 2019-2022. Le site a mis en place différentes techniques d'économie d'énergie.		
MTD10	Utiliser efficacement les ressources	MTD mise en œuvre Les refus de tamisage sont réinjectés dans le process de granulation quasiment à 100 %. La quantité marginale de matières organiques restantes est valorisée énergétiquement. Aucun nettoyage à l'eau n'est autorisé sur le site. Les opérateurs utilisent l'aspirateur.		
MTD 13/14	Éviter ou réduire les émissions sonores	MTD mise en œuvre la dernière mesure de bruit a été réalisée en 2020 : le site est conforme à l'arrêté du 23/01/1997 et le site n'a reçu aucune plainte. Les équipements et les machines ont été installés à l'intérieur des bâtiments. L'obligation de fermeture des portes et des fenêtres est en vigueur sur site et les équipements sont utilisés par du personnel expérimenté.		
Conclusions sur les MTD pour l'alimentation animale				
Complément MTD6	Accroître l'efficacité énergétique (aliments sec pour animaux de compagnie)	MTD mise en œuvre Le site fabrique uniquement des aliments composés pour animaux mais aucun pour les animaux de compagnie. La consommation spécifique du site depuis 2017 varie de 0,061 à 0,070 Mwh/Tonne de produits, en diminution régulière. La fourchette NPEA-MTD applicable est de 0,01-0,10 Mwh/Tonne de produits.		
MTD17	Réduire les émissions atmosphériques canalisées de poussières	MTD mise en œuvre. Les émissions atmosphériques canalisées sur le site correspondent au refroidissement des presses et au broyeur. Les mesures de poussières transmises par l'exploitant respectent la fourchette de NEA-MTD qui est de 2 à 20 mg/Nm ³ pour le refroidissement et de 2 à 10 mg/Nm ³ pour le broyage, les installations étant existantes. Les valeurs limites d'émissions prescrites par l'arrêté préfectoral en vigueur sont inférieures à la valeur haute des NEA-MTD.		

Le positionnement au regard des MTD applicables n'appelle pas de remarque de l'inspection des installations classées.

III-4- Demande de dérogation aux meilleurs techniques disponibles

L'exploitant ne fait aucune demande de dérogation au sens de l'article R.515-68 du Code de l'environnement.

IV - Conclusions de l'inspection des installations classées

Le dossier de réexamen comporte les éléments prévus par l'article R. 515-72 du Code de l'Environnement à savoir :

- une comparaison du fonctionnement des principales installations du périmètre IED aux MTD du BREF FDM pour la rubrique principale 3642-2.
- des résultats de surveillance des émissions et d'autres données permettant une comparaison du fonctionnement de l'installation avec les MTD et les niveaux d'émission associés aux MTD du BREF FDM,
- l'avis de l'exploitant sur la nécessité ou non d'actualiser les prescriptions en application du point III de l'article R. 515-70.

Au regard de ces éléments, **le dossier peut donc être estimé complet. Seul le périmètre IED retenu pour le site diffère de celui proposé par l'exploitant**, les installations connexes suivantes étant exclues à tort au regard de l'article R 515-58 du Code de l'environnement : atelier de maintenance et stockage des produits de maintenance, la station de lavage des camions et la station de remplissage des chariots (cuve de fioul). **Le périmètre IED retenu correspond à l'ensemble des installations couvertes par l'arrêté préfectoral du site (périmètre ICPE).**

V - Propositions

Le dossier de réexamen peut être estimé complet et régulier, le périmètre IED à considérer étant celui de l'arrêté préfectoral encadrant les activités du site.

Les prescriptions mentionnées dans l'AP en vigueur et l'AM du 27/02/2020 directement applicable permettent de respecter les dispositions de l'article R. 515-60 du Code de l'environnement. Il n'est donc pas nécessaire d'actualiser les prescriptions applicables.

Sur la base de l'examen réalisé, l'IIC propose au préfet :

- d'informer l'exploitant, conformément à l'article R. 515-73 du Code de l'environnement, de l'absence de nécessité d'actualiser les prescriptions applicables ;
- de notifier à l'exploitant l'AM du 27/02/2020 relatif aux MTD applicables à certaines installations du secteur de l'agroalimentaire relevant du régime de l'autorisation au titre des rubriques 3642, 3643, ou 3710 (pour lesquelles la charge polluante principale provient d'installations relevant des rubriques 3642 ou 3643) de la nomenclature des ICPE. Cet AM lui sera opposable à partir du 04/12/2023,
- d'informer l'exploitant du périmètre IED retenu à savoir celui de l'arrêté préfectoral en vigueur.